

N°97/CA du Répertoire

N° 2001-107/CA du Greffe

Arrêt du 26 juillet 2013

**AFFAIRE : COLLECTIF DES INSTITU-
TEURS ADMIS AU TEST DES DOUANES
ET TITULAIRES DU CAP**

**C/
MINISTERE DE LA FONCTION
PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA
REFORME ADMINISTRATIVE
(MFPTRA)**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 16 août 2001 enregistrée le 29 août 2001 au greffe de la Cour suprême sous n°972/GCS, par laquelle Jean DJOHOUN, Saturnin GANSE et Nicolas SESSOU, membres du collectif des Instituteurs admis au test des douanes et titulaires du CAP sollicitent la rectification d'une erreur matérielle relevée dans l'arrêt n°43/CA rendu le 03 juin 1999 dans la procédure n°96-53/CA relative au recours en annulation introduit par ledit collectif contre la décision n°008/MFPTRA/DC/DIFOPEC/STEC du 1^{er} avril 1996 qui a annulé le premier communiqué radio en date du 10 novembre 1995 par lequel le ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme administrative les avait déclarés admis au test des douanes de septembre 1995 ;

Vu le courrier n°2166/GCS en date du 06 septembre 2001, par lequel mise en demeure a été adressée au collectif aux fins de consignation ;

Vu le courrier n°0254/GCS en date du 07 février 2002, par lequel le requérant a été invité à produire copie de l'arrêt n°43/CA du 03 juin 1999 ;

Vu le courrier n°0693/GCS du 22 mars 2002, par lequel le collectif a été invité à produire au dossier photocopies des reçus

f

prouvant le paiement par chacun d'eux de la consignation relativement à la procédure antérieure n°96-53/CA ;

Vu la correspondance n°215/05/2002-1/2 en date du 29 mai 2002 enregistrée le 30 mai 2002 au greffe sous n°0561/GCS, par laquelle maître Robert M. DOSSOU, conseil du requérant a fait part à la Cour des recherches infructueuses au sujet des reçus justifiant le paiement de la consignation ;

Vu le courrier n°815/GCS en date du 23 juillet 2003, par lequel le collectif a été invité à produire son mémoire ampliatif ;

Vu le courrier n°1045/GCS en date du 12 mars 2004 réceptionné le 24 mars 2004 en l'étude du conseil du requérant, par lequel ledit conseil a été invité à produire son mémoire ampliatif ;

Vu le courrier en date du 26 mai 2004 enregistré au greffe de la Cour suprême le 28 mai 2004 sous n°684/GCS, par lequel le collectif a produit des observations complémentaires ainsi que des pièces ;

Vu la lettre n°1940/GCS en date du 24 mai 2004 reçue le 27 mai 2004, invitant le conseil du requérant à produire copie de la décision dont rectification ;

Vu la lettre n°2063/GCS en date du 24 mai 2006, par laquelle il a été demandé au requérant de bien vouloir préciser à l'attention de la Haute Juridiction, l'objet de sa requête ;

Vu la consignation légale payée et constatée suivant reçu n°2820 du 14 novembre 2001 ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, précédemment en vigueur ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;



Où le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'avocat général **Aristide Lucien DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant qu'il résulte de l'examen des pièces au dossier :

Que courant 1995, sur la demande des besoins exprimés par les services de la douane et dans le cadre des mesures de redéploiement des Agents Permanents de l'Etat (APE), les membres du collectif ont pris part au concours de recrutement de deux cent quarante cinq (245) préposés des douanes ;

Que l'arrêté interministériel n°10/MFPTRA/MF/DC du 04 février 1995 a fixé les modalités et le programme de déroulement du test de sélection ouvert uniquement aux APE de la catégorie « D » et « C » ;

Qu'après délibération, les résultats ont été proclamés par communiqué radiodiffusé n° 32/MFPTRA/DC/DIFOPEC/SA du 10 novembre 1995 sous réserve de la non-appartenance aux catégories « B » et « A » ;

Que cette mention-ci a conduit à dénoncer, au ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme administrative, les admis appartenant à la catégorie « B » ;

Qu'après examen des dénonciations, le ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme administrative, a procédé à une nouvelle proclamation annulant par le communiqué radio n° 008/MFPTRA/DC/DIFOPEC/STEC du 1^{er} avril 1996, celle du 10 novembre 1995 du fait que certains candidats proclamés admis au test de recrutement d'élèves-préposés des douanes ne remplissaient pas les conditions requises ;

Que c'est alors que le collectif, estimant cette décision contraire à la loi, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision, objet du deuxième communiqué-radio du 1^{er} avril 1996 par laquelle le ministre de la Fonction

f

Publique, du Travail et de la Réforme administrative les a retirés de la première liste sous prétexte qu'ils appartiennent à la catégorie « B » et non « C » comme l'exigeaient les conditions d'inscription au test ;

Considérant que la chambre administrative saisie du recours a statué en la cause par arrêt n°43/CA en date du 03 juin 1999 et a rejeté ledit recours ;

Que courant juin 2001, notification de l'arrêt précité leur a été faite suivant lettre de transmission en date du 09 mai 2001 ;

Considérant qu'à la lecture du premier visa, certains membres du collectif notamment Jean DJOHOUN, Saturnin GANSE et Nicolas SESSOU, signataires, expéditeurs et destinataires des différentes correspondances entre la Cour suprême et le Collectif, ont été omis et ne sont pas en conséquence considérés comme des requérants faisant partie du collectif ;

Considérant que Saturnin GANSE pour le compte du collectif soutient que les omissions et erreurs dont font l'objet des membres du collectif sont de nature à rendre confus le dossier initial, à les décourager pour que ledit dossier soit classé le moment venu ;

Qu'il invoque au soutien de cette mauvaise foi :

-le fait que notification de l'arrêt 43/CA du 03 juin 1999 leur soit faite après la demande du Président de la République tendant à une décision en assemblée plénière de la Cour en faveur du Collectif ;

-le fait que n'aient pas été prises en compte, ni évoquées à l'audience du 03 juin 1999 les multiples dénonciations faites au sujet de leurs collègues titulaires du CAP et pourtant maintenus dans divers services des douanes où ils servent ;

-le fait aussi que leurs noms soient soustraits de la liste des requérants, bien qu'étant les principaux "acteurs" ;

-enfin, le fait qu'aucune suite ne soit encore donnée à leur requête en rectification d'erreur matérielle ;

f

Discussion

En la forme

Sur la qualité de requérant dont se prévalent les membres concernés

Considérant que les membres du collectif concernés par le présent recours ont procédé à la consignation de la somme de trente mille (30.000) francs à raison de six mille (6.000) francs par requérant ;

Qu'ainsi, sont concernés les ci-après nommés Jean DJOHOUN, Saturnin GANSE, Nicolas SESSOU, AFFIOMMEY Donatien Koffi, HOUNNOUGBO Y. Bertin et MITCHONOMBO G. Gaudens ;

Considérant que l'examen de toute requête en annulation pour excès de pouvoir est subordonné à l'accomplissement des formalités préalables obligatoires de timbrage et de consignation ;

Considérant en effet que l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, alors en vigueur prescrit en son article 45 : « Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de cinq mille francs dans un délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative..... » ;

Mais considérant que des six membres susnommés, cinq n'ont pu rapporter la preuve du paiement de la consignation requise préalablement à toutes les mesures d'instructions ou d'investigations entreprises ;

Considérant qu'à cette phase préparatoire de la décision à intervenir, les nommés DJOHOUN Jean, GANSE Saturnin, SESSOU Nicolas, AFFIOMMEY D. Koffi et HOUNNOUGBO Y. Bertin n'ont pas daigné régulariser ;

Que n'ayant pas accompli cette formalité substantielle jusqu'au prononcé de l'arrêt dont révision, les susnommés ne doivent se prévaloir de la qualité de requérant dans l'instance n°96-53/CA dont la Chambre administrative a connue ;



Considérant que DJOHOUN Jean, GANSE Saturnin, SESSOU Nicolas, AFFIOMMEY D. Koffi et HOUNNOUGBO Y. Bertin ne sont pas recevables en leur requête en rectification d'erreur matérielle ;

Qu'il y a lieu de statuer dans ce sens ;

Considérant par contre que l'arrêt dont révision a cité dans son premier visa MITCHONOMBO G. Gaudens comme faisant partie des requérants qui composent le collectif des Instituteurs admis au test des douanes, et Titulaires du CAP :

Considérant que le susnommé sollicite également la révision de l'arrêt précité ;

Mais considérant que s'il est recevable en sa qualité de partie à l'instance précédente notamment celle n°96-53/CA, son nom y figurant, sa demande est désormais sans objet ;

Que dans ces conditions, il y a lieu de constater que MITCHONOMBO G. Gaudens n'a pas été omis de la liste des requérants et partant de déclarer sans objet sa requête en rectification et de mettre les frais à la charge des nommés DJOHOUN Jean, GANSE Saturnin, SESSOU Nicolas, AFFIOMMEY D. Koffi HOUNNOUGBO Y. Bertin et MITCHONOMBO G. Gaudens ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Est irrecevable le recours en rectification d'erreur matérielle en date du 16 août 2001 introduit par DJOHOUN Jean, GANSE Saturnin, SESSOU Nicolas, AFFIOMMEY D. Koffi, HOUNNOUGBO Y. Bertin.

Article 2 : Ledit recours est sans objet s'agissant de MITCHONOMBO G. Gaudens.

Article 3 : Les frais sont mis à la charge des requérants.

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Eliane R. G. PADONOU, conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT ;

Etienne FIFATIN

Et

Tranquillin KINDJI

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du vendredi vingt six juillet deux mille treize, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Aristide Lucien DEGUENON, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Eliane R. G. PADONOU



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

